

4 mars 2009

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN BÉNÉFICE NET DE 25,0 MILLIONS \$ POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2009

Principaux résultats pour le premier trimestre 2009, comparativement au premier trimestre 2008

- Bénéfice net de 25,0 millions \$, comparativement à 19,1 millions \$
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 10,0 %, comparativement à 8,1 %
 - Revenu total de 156,5 millions \$, comparativement à 151,1 millions \$
 - Pertes sur prêts de 12,0 millions \$, comparativement à 9,5 millions \$
 - Stabilité des frais autres que d'intérêt grâce à un contrôle rigoureux des coûts
 - Croissance de 738 millions \$ des dépôts des particuliers durant le trimestre
-

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 25,0 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à un bénéfice net de 19,1 millions \$, ou 0,68 \$ par action ordinaire, pour le premier trimestre 2008. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 10,0 % pour ce premier trimestre 2009, comparativement à 8,1 % pour la même période lors de l'exercice financier 2008.

Les résultats pour le premier trimestre 2008 incluaient un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$, ou 0,23 \$ dilué par action ordinaire. En excluant cet ajustement, le bénéfice net se serait élevé à 24,7 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se serait établi à 10,9 %.

Dans ses commentaires sur les résultats pour le premier trimestre 2009, M. Réjean Robitaille, président et chef de la direction de la Banque, a noté qu'« en dépit des conditions des marchés, nous avons connu un autre bon trimestre et une solide croissance des prêts et des dépôts ». « Cependant, a-t-il ajouté, ces résultats reflètent également une certaine inquiétude face au ralentissement de l'économie, de même que, tel que nous l'avions prévu, l'impact de la compression des marges bénéficiaires et de l'augmentation des pertes sur prêts. Nous suivons très attentivement l'évolution de cette situation et nous adoptons les mesures qui s'imposent. Compte tenu en outre de la solidité de notre situation financière, tant en ce qui concerne le capital que les liquidités, nous demeurons toujours en excellente position pour profiter des occasions de croissance offertes par les marchés canadiens. »

Survol des initiatives de développement des affaires

La forte croissance des volumes de prêts et dépôts atteste l'efficacité des réseaux de distribution de la Banque et sa capacité à tirer profit des occasions d'affaires. Les prêts ont augmenté de plus de 250 millions \$ au cours du premier trimestre 2009, alors que la Banque exerçait de manière toujours aussi soutenue une gestion rigoureuse du risque de crédit.

En matière de dépôts, le compte d'épargne libre d'impôt (CELI) a suscité un véritable engouement auprès des particuliers, alors que le nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust a généré de forts volumes de dépôts. La stratégie de tarification de ce produit et sa facilité d'accès par les conseillers financiers contribuent largement à sa popularité. Ce produit confirme à nouveau le leadership de B2B Trust auprès de la communauté des intermédiaires financiers.

Les trois priorités de la Banque — l'augmentation de la rentabilité, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et le développement du capital humain — demeurent les clés de voûte de sa stratégie d'ensemble. La Banque poursuivra le développement réfléchi de ses activités, tout en maintenant un contrôle rigoureux de ses coûts. Cette politique devrait se traduire, en particulier, par la priorisation d'investissements qui permettront à la Banque d'accroître son efficacité.

RAPPORT DE GESTION

Ce Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2009 et de sa performance au cours du trimestre terminé à la même date. Cette analyse, en date du 4 mars 2009, devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le premier trimestre 2009. Le Rapport annuel 2008 de la Banque fournit par ailleurs des renseignements complémentaires relatifs à des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

Performance et objectifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2009, ainsi que la performance de la Banque à ce jour.

Indicateurs de performance	Objectifs 2009	1^{er} trimestre 2009 (résultats réels)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,0 % à 12,0 %	10,0 %
Revenu net dilué par action	3,70 \$ à 4,40 \$	0,91 \$
Revenu total	+ 2 % à 5 % (645 à 665 millions \$)	+ 3,6 % (156,5 millions \$)
Ratio d'efficacité	73 % à 70 %	70,7 %
Ratio de capital Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,1 %

Tel que l'indique ce tableau, les résultats pour le premier trimestre 2009 correspondent d'une manière générale aux objectifs définis pour l'exercice financier 2009.

Analyse des résultats consolidés

Le revenu net s'élevait à 25,0 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 19,1 millions \$, ou 0,68 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre 2008. Les résultats pour le premier trimestre 2008 incluaient un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$, ou 0,23 \$ dilué par action ordinaire, découlant de la réduction des actifs d'impôts futurs de la Banque consécutive aux nouvelles réductions des taux d'imposition du gouvernement fédéral adoptées au mois de décembre 2007. En excluant cet ajustement fiscal, le revenu net pour le premier trimestre 2008 se serait établi à 24,7 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire.

Le revenu total s'élevait à 156,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 151,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Le revenu net d'intérêt a diminué légèrement et s'élevait à 98,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009, alors qu'il s'élevait à 99,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008. La forte croissance des dépôts des particuliers au cours du premier trimestre 2009 a augmenté de manière significative les liquidités de la Banque et amélioré sa flexibilité afin de soutenir ses initiatives de croissance. Cependant, la compétition, aussi intense que soutenue, a affecté la tarification. En outre, les marges bénéficiaires sur le réinvestissement de ces fonds ont été freinées dans une conjoncture où les taux d'intérêt étaient considérablement moins élevés. Par conséquent, la marge nette d'intérêt a subi une compression, passant de 2,27 % pour le premier trimestre 2008 à 2,00 % pour le premier trimestre 2009. Afin de corriger cette situation, la direction de la Banque a mis en oeuvre diverses initiatives, dont une révision de la tarification des portefeuilles de prêts.

Les autres revenus s'élevaient à 57,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 51,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008. Les revenus des opérations de titrisation ont augmenté de 5,2 millions \$, passant de 5,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008 à 10,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009, en raison

principalement du gain réalisé grâce à la titrisation de 312,4 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels. La note 3 des états financiers intermédiaires fournit de plus amples renseignements sur les opérations de titrisation. L'augmentation des autres revenus est attribuable également à une augmentation de 2,0 millions \$ des frais et commissions sur prêts et dépôts découlant de l'augmentation globale du niveau d'activité dans ces domaines au cours des douze derniers mois, à l'augmentation des revenus liés aux activités de courtage, ainsi qu'à l'augmentation des revenus d'assurance crédit. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une baisse des revenus liés aux activités de trésorerie et de marchés financiers, y inclus des pertes d'environ 2,0 millions \$ liées à la cession opportune de certains titres.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 12,0 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 9,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008 et 10,5 millions \$ pour le quatrième trimestre 2008. Cette augmentation est liée principalement aux portefeuilles de prêts à la consommation — financement aux points de vente, Visa et marges de crédit non garanties — alors qu'au cours du trimestre, les conditions de crédit se détérioraient. Les prêts douteux nets s'établissaient à 13,0 millions \$, ou 0,09 % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, au 31 janvier 2009, comparativement à (10,6) millions \$, ou (0,07) %, au 31 octobre 2008. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 124,6 millions \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 101,9 millions \$ au 31 octobre 2008. Trois prêts sont responsables de 92 % de cette augmentation, soit un montant de 20,9 millions \$. En excluant ces prêts, les prêts douteux ne se sont détériorés que légèrement, principalement dans le domaine du financement aux points de vente. La conjoncture économique n'en demeure pas moins une source de préoccupations à l'avenir. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 110,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 108,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008, ce qui représente une augmentation de 2 % d'un exercice financier à l'autre. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 2,1 millions \$, en raison principalement de l'augmentation des salaires et de l'embauche limitée de nouveaux employés au cours de l'exercice financier précédent. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution des coûts liés aux régimes de retraite. De légères améliorations en matière de coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont été réalisées au cours du premier trimestre 2009 mais ont été contrebalancées en général par l'augmentation d'autres dépenses. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'établissait à 70,7 % pour le premier trimestre 2009, comparativement à 71,9 % pour le premier trimestre 2008.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 8,8 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 25,9 %. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 13,9 millions \$, incluant un ajustement de 5,6 millions \$ des actifs d'impôts futurs de la Banque, consécutive aux réductions additionnelles des taux d'imposition annoncées par le

gouvernement fédéral. En excluant l'impact de cet ajustement, les impôts sur les bénéfices se seraient élevés à 8,3 millions \$ pour ce premier trimestre 2008 et le taux d'imposition effectif se serait établi à 25,0 %.

Premier trimestre 2009 comparé au quatrième trimestre 2008

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2008, les revenus générés par les activités poursuivies s'élevaient à 22,9 millions \$. Les résultats pour ce quatrième trimestre 2008 incluaient une charge de 8,1 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,23 \$ dilué par action ordinaire) liée à des titres à revenu fixe, ainsi qu'une radiation de 2,2 millions \$ (1,5 million \$, net des impôts sur les bénéfices; 0,06 \$ dilué par action ordinaire) liée aux coûts de développement technologique. En excluant ces éléments, les revenus générés par les activités poursuivies se seraient établis à 29,9 millions \$, ou 1,13 \$ dilué par action ordinaire. Comparativement au quatrième trimestre 2008, la performance d'ensemble de la Banque pour le premier trimestre 2009 a été affectée principalement par la compression des marges bénéficiaires et par l'augmentation des pertes sur prêts.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'élevait à 19,8 milliards \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 19,6 milliards \$ au 31 octobre 2008.

Les liquidités, incluant l'encaisse, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont augmenté de 223,4 millions \$, en raison principalement de la forte croissance des dépôts, des opérations de titrisation et des stratégies d'investissement courantes. La Banque maintient toujours un haut niveau de liquidités afin d'améliorer sa flexibilité financière (une mesure de prudence, compte tenu des conditions de marchés actuelles) et de bénéficier d'une position de choix pour tirer profit des opportunités de croissance qui se présentent. La restructuration des titres émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal, finalisée au cours du premier trimestre 2009, n'a eu aucun impact significatif sur les résultats de la Banque ou sur sa situation financière.

Le portefeuille de prêts et acceptations bancaires s'élevait à 14,4 milliards \$ au 31 janvier 2009, soit une augmentation de 61,9 millions \$ par rapport au 31 octobre 2008. La Banque a connu un autre solide trimestre, marqué par d'importants nouveaux volumes de prêts. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 144 millions \$, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

<i>(en millions de dollars)</i>	31 janvier 2009	31 octobre 2008	Croissance nette
Prêts hypothécaires résidentiels inscrits au bilan	6 137 \$	6 183 \$	(46) \$
Prêts titrisés	2 589 \$	2 399 \$	190
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	8 726 \$	8 582 \$	144 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux ont augmenté de plus de 40 millions \$ et 38 millions \$ respectivement, alors que la Banque détient toujours une très bonne position pour tirer profit des opportunités de croissance offertes par le marché canadien. Les prêts personnels ont augmenté de 28 millions \$, principalement dans le domaine des marges de crédit hypothécaires.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de manière significative, soit de 738,4 millions \$, au cours du premier trimestre 2009 et s'élevait à 13,2 milliards \$ au 31 janvier 2009. Ces dépôts constituent toujours une source de financement particulièrement stable pour la Banque, en raison de leur disponibilité et de leur faible coût comparativement aux dépôts institutionnels. Le nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust a généré une part de plus de 250 millions \$ de cette augmentation des dépôts des particuliers. Ce produit devrait contribuer au financement des portefeuilles de prêt à taux variable et à faciliter la gestion d'ensemble de l'actif et du passif. Le niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts a diminué de 499,3 millions \$, alors que certains dépôts arrivaient à échéance et que d'autres sources de financement s'avéraient plus intéressantes. Au 31 janvier 2009, les dépôts des particuliers représentaient 85 % du total des dépôts qui s'élevait à 15,6 milliards \$.

Les capitaux propres s'élevaient à 1 105 millions \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 1 083 millions \$ au 31 octobre 2008. Cette augmentation des capitaux propres est attribuable au revenu net accumulé au cours du premier trimestre 2009, ainsi qu'à l'augmentation de la valeur des produits dérivés, désignés comme couverture de flux de trésorerie et comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 36,41 \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 35,84 \$ au 31 octobre 2008. Au 26 février 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 849 313 et le nombre d'options, à 125 725.

Le capital réglementaire de première catégorie de la Banque s'établissait à 976,3 millions \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 965,4 millions \$ au 31 octobre 2008. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient 10,1 % et 12,1 % respectivement au 31 janvier 2009, comparativement à 10,0 % et 12,0 % respectivement au 31 octobre 2008. Ces ratios sont toujours aussi solides. Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires, à 8,3 %, attestent également le haut niveau de qualité du capital de la Banque.

Lors de sa réunion tenue le 25 février 2009, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 mars 2009. Au cours d'une autre réunion tenue le 4 mars 2009, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende de 0,34 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} mai 2009, aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} avril 2009.

L'actif administré s'élevait à 13,2 milliards \$ au 31 janvier 2009, comparativement à 14,4 milliards \$ au 31 octobre 2008 et 15,3 milliards \$ au 31 janvier 2008. Cette diminution, pour le premier trimestre 2009, est attribuable à la baisse continue de la valeur marchande de l'actif administré, particulièrement en ce qui concerne les régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés, les actifs de courtage des clients et les fonds communs de placement, ainsi qu'à la baisse des actifs institutionnels. Les prêts hypothécaires sous gestion ont augmenté à la suite des opérations de titrisation réalisées au cours du premier trimestre 2009.

Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente la contribution de chacun des secteurs d'activité au bénéfice net de la Banque.

Contributions au bénéfice net

(en millions \$)	Particuliers et PME Québec	Immobilier et Commercial	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque		Total
				Laurentienne	Autres	
T1 2009	10,2 37 %	7,9 29 %	8,1 30 %	1,0 4 %	(2,2) s/o	[note 1] 25,0 100 %
T4 2008	16,2 [11,8 découlant des activités poursuivies]	6,7	7,0	(0,2)	(2,4)	27,3 [22,9 découlant des activités poursuivies]
	54 %	22 %	24 %	(0 %)	s/o	100 %
T1 2008	9,1 35 %	6,8 26 %	9,4 37 %	0,5 2 %	(6,7) s/o	19,1 100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur Particuliers et PME Québec au bénéfice net a augmenté de 12 % et s'élevait à 10,2 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 9,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 4,4 millions \$, passant de 100,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008 à 104,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Ce résultat découle principalement de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, et ce, en dépit de la baisse des marges d'intérêt. Les pertes sur prêts ont augmenté et

s'établissaient à 9,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 7,8 millions \$ pour le premier trimestre 2008, en raison principalement des augmentations dans le portefeuille de prêts à la consommation. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,3 %, ou 1,8 million \$, passant de 80,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008 à 82,2 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation des salaires et avantages sociaux.

Immobilier et Commercial

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a augmenté de 17 % et s'élevait à 7,9 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 6,8 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 2,0 millions \$, passant de 17,1 millions \$ pour le premier trimestre 2008 à 19,1 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt générée par la croissance des volumes de prêts. Les pertes sur prêts ont légèrement augmenté et s'établissaient à 1,7 million \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 1,5 million \$ pour le premier trimestre 2008. Les frais autres que d'intérêt ont aussi augmenté légèrement, soit de 0,4 million \$, et s'établissaient à 5,9 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 5,5 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

B2B Trust

La contribution de B2B Trust au bénéfice net a diminué de 1,3 million \$ et s'élevait à 8,1 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 9,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Le revenu total a diminué de 1,2 million \$, passant de 24,7 millions \$ pour le premier trimestre 2008 à 23,5 millions \$ pour le premier trimestre 2009. Le revenu net d'intérêt a également diminué, de 0,9 million \$, la croissance des volumes ne pouvant contrebalancer les baisses de marge bénéficiaire. Au cours des trois derniers mois, les prêts moyens ont augmenté de 93,6 millions \$, soit de 2 %, et s'élevaient à 4 128,3 millions \$ au 31 janvier 2009. Pour leur part, les dépôts moyens ont augmenté de 202,3 millions \$, soit de 3 %, et s'élevaient à 6 404,0 millions \$ au 31 janvier 2009. Cette augmentation des dépôts indirects des particuliers a, d'une certaine façon, affecté la rentabilité de B2B Trust, les coûts de financement des dépôts à terme des particuliers étant plus élevés. Toutefois, elle a contribué directement à améliorer les liquidités de la Banque et, par conséquent, à consolider son bilan global. Les pertes sur prêts, y compris les pertes reliées à des activités de prêts à l'investissement, sont demeurées faibles et s'établissaient à 0,8 million \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 0,2 million \$ pour le premier trimestre 2008 et à 0,8 million \$ pour le quatrième

trimestre 2008. Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté et s'élevaient à 10,8 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 10,3 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne au bénéfice net s'élevait à 1,0 million \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 0,5 million \$ pour le premier trimestre 2008. La solide performance de la division Institutionnel - Revenu fixe a encore permis de contrebalancer la baisse des activités au sein des divisions Services aux particuliers et Institutionnel-Actions. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 8,2 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 7,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008, en raison principalement de l'augmentation des coûts de la rémunération variable.

Autres

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 2,2 millions \$ au bénéfice net de la Banque pour le premier trimestre 2009, comparativement à une contribution négative de 6,6 millions \$ pour le premier trimestre 2008. Les résultats pour le premier trimestre 2008 incluaient un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$. Pour le premier trimestre 2009, l'augmentation des coûts de financement et la diminution des marges bénéficiaires liées à la gestion des liquidités, tel qu'il a été expliqué ci-dessus, ont entraîné un revenu net d'intérêt négatif de 13,7 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à un revenu net d'intérêt négatif de 9,8 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Les autres revenus pour le premier trimestre 2009 s'élevaient à 13,2 millions \$, comparativement à 10,4 millions \$ pour le premier trimestre 2008, et incluaient les gains réalisés grâce aux opérations de titrisation.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué et s'établissaient à 3,6 millions \$ pour le premier trimestre 2009, comparativement à 4,7 millions \$ pour le premier trimestre 2008.

Informations additionnelles sur les investissements en titres adossés à des actifs

La Banque détient des investissements dans des titres adossés à des actifs dans ses portefeuilles de placement et de négociation, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

au 31 janvier 2009

(à la valeur du marché, en millions de dollars)	Billets à terme			Total
	PCAA	THC	Autres TAA ⁽¹⁾	
Titres émis par des conduits auparavant couverts par l'Entente de Montréal ⁽²⁾	-	-	13	13
Autres titres	-	15	9	24
Total - Titres adossés à des actifs	-	15	22	37

(1) Excluant les titres hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH)

(2) Au cours du premier trimestre 2009, tous les PCAA émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal ont été convertis en billets à terme. Ces nouveaux titres n'ont pas été négociés activement à ce jour. Par conséquent, des techniques d'évaluation ont été utilisées pour l'estimation des justes valeurs. Comparativement à des valeurs comptables antérieures, les réductions cumulatives de la valeur de ces nouveaux titres s'élevaient à 5,9 millions \$, soit environ 31 %.

PCAA - Papier commercial adossé à des actifs

THC - Titres hypothécaires commerciaux

TAA - Titres adossés à des actifs

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

en millions de dollars,
sauf les montants par
action

(non vérifiées)	2009 T1	2008 T4	T3	T2	2007 T1	T4	T3	T2
Revenu total	156,5	152,8	171,1	155,5	151,1	145,6	151,0	145,7
Bénéfice découlant des activités poursuivies	25,0	22,9	30,9	25,1	19,1	25,7	23,2	20,7
Bénéfice net	25,0	27,3	30,9	25,1	19,1	30,2	23,2	20,7
Bénéfice par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,92	0,84	1,17	0,93	0,68	0,96	0,85	0,75
dilué	0,91	0,84	1,17	0,93	0,68	0,95	0,85	0,75
Bénéfice net par action ordinaire								
de base	0,92	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75
dilué	0,91	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,0 %	11,5 %	13,4 %	11,2 %	8,1 %	13,8 %	10,5 %	9,7 %
Actif au bilan	19 847	19 508	19 301	18 383	18 270	17 787	18 011	17 809

Conventions comptables

Nouvelles normes comptables adoptées au cours de l'exercice financier 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au mois de novembre 2007, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a approuvé le nouveau chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, en remplacement du chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le retrait du chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 définit des critères de constatation des actifs incorporels générés à l'interne. En outre, le CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation* ne s'appliquera plus, à compter de l'adoption du chapitre 3064. Ces changements, qui sont entrés en vigueur à la Banque le 1^{er} novembre 2008, n'ont eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'Institut des comptables agréés du Canada a publié l'abrégé CPN-173 — *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* — qui s'applique rétroactivement à la Banque depuis le 1^{er} novembre 2008. Cet abrégé confirme qu'il faut tenir compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'abrégé n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers intérimaires consolidés de la Banque.

Modifications de conventions comptables à venir

Normes internationales d'information financière

Au mois de janvier 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a dévoilé un nouveau plan stratégique en vertu duquel les normes d'information financière des sociétés ouvertes canadiennes devraient basculer vers un ensemble unique de normes de qualité élevée reconnues mondialement, à savoir les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards – IFRS*). Selon le plan du CNC, ce nouvel ensemble de normes entrera en vigueur pour les exercices financiers débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011, soit pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2012 en ce qui concerne la Banque. Une analyse des conséquences de ce passage aux IFRS, du point de vue comptable, est en cours et un calendrier a été préparé afin d'en évaluer l'incidence sur la divulgation financière, les systèmes d'information et les contrôles internes. La Banque surveille également de manière très attentive les répercussions éventuelles de tels changements sur les exigences relatives au capital. Un plan détaillé sera élaboré avant la fin de 2009 afin de faciliter la transition en 2011.

À ce jour, la Banque a procédé à l'analyse des nouvelles exigences, particulièrement en ce qui concerne la comptabilité des instruments financiers, y compris les opérations de

titrisation, les opérations de couverture et les pertes sur prêts. D'autres sujets dignes d'intérêt incluent les avantages sociaux, les regroupements d'entreprises et les paiements à base d'actions.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de l'information financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque soient présentés fidèlement.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service et à son accessibilité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau de conseillers financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque détient une position de choix dans des segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 19 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 13 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 400 personnes.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR, tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la marge nette d'intérêt et les ratios d'efficacité, afin d'évaluer sa performance. En outre, certaines parties de ce document font état d'un bénéfice net, excluant les éléments significatifs. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent

difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Dans ce communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs à son plan d'affaires et à ses objectifs financiers. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes se révèlent exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le mercredi 4 mars 2009, à compter de 14 h 00, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-225-0198 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le mercredi 4 mars 2009, à minuit, le mercredi 25 mars 2009, au numéro 1-800-408-3053, code 3283468#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière

Michel C. Lauzon 514 284-4500 poste 7997

Relations médias
et Relations avec les investisseurs

Gladys Caron 514 284-4500 poste 7511
tél. cell. 514 893-3963

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE

EN MILLIONS DE DOLLARS,

SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)

	31 JANVIER 2009	31 JANVIER 2008	VARIATION
Résultats			
Bénéfice net	25,0 \$	19,1 \$	31 %
Bénéfice découlant des activités poursuivies	25,0 \$	19,1 \$	31 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	21,8 \$	16,2 \$	35 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	10,0 %	8,1 %	
Par action ordinaire			
Résultat net dilué	0,91 \$	0,68 \$	34 %
Dividendes déclarés	0,34 \$	0,32 \$	6 %
Valeur comptable	36,41 \$	33,69 \$	8 %
Cours de l'action - clôture	29,07 \$	35,87 \$	(19) %
Situation financière			
Actif au bilan	19 847 \$	18 270 \$	9 %
Actif administré	13 216 \$	15 320 \$	(14) %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net	14 901 \$	13 884 \$	7 %
Dépôts de particuliers	13 168 \$	11 973 \$	10 %
Capitaux propres et débetures	1 255 \$	1 183 \$	6 %
Nombre d'actions ordinaires - fin de la période (en milliers)	23 849	23 830	- %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente	0,1 %	- %	
Actif pondéré en fonction des risques	9 677 \$	8 928 \$	8 %
Ratio de capital			
Ratio BRI de première catégorie	10,1 %	10,3 %	
Ratio BRI total	12,1 %	12,5 %	
Ratio actif / fonds propres	17,1 x	16,4 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques ⁽²⁾	8,3 %	8,2 %	
RATIOS FINANCIERS			
Par action ordinaire			
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)	7,2 x	10,5 x	
Valeur au marché / valeur comptable	80 %	106 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,68 %	3,57 %	
Ratio du dividende versé	37,2 %	47,1 %	
En pourcentage de l'actif moyen			
Revenu net d'intérêt	2,00 %	2,27 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,24 %	0,22 %	
Rentabilité			
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	70,7 %	71,9 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS			
Nombre d'employés en équivalent à temps plein	3 454	3 389	
Nombre de succursales	156	156	
Nombre de guichets automatiques	348	336	

(1) Relativement au calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu.

(2) Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels.

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	AU 31 JANVIER 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 31 JANVIER 2008
ACTIF				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		49 730 \$	54 410 \$	59 361 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		240 968	94 291	407 571
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente		1 349 781	1 327 504	1 085 517
Détenues à des fins de transaction		1 052 870	1 069 197	1 286 399
Désignées comme étant détenues à des fins de transaction		1 280 310	1 118 838	741 317
		3 682 961	3 515 539	3 113 233
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		575 339	661 391	442 378
Prêts				
Personnels	2 ET 3	5 330 495	5 302 046	5 034 829
Hypothécaires résidentiels		6 137 137	6 182 871	6 004 342
Hypothécaires commerciaux		973 519	932 688	794 199
Commerciaux et autres		1 885 596	1 847 327	1 614 224
		14 326 747	14 264 932	13 447 594
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(111 608)	(112 434)	(111 198)
		14 215 139	14 152 498	13 336 396
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		110 421	110 342	105 033
Immobilisations corporelles et logiciels		140 552	143 489	136 200
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		278 291	237 704	96 441
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		12 591	12 896	13 810
Autres actifs		487 445	522 202	505 550
		1 083 090	1 080 423	910 824
		19 847 227 \$	19 558 552 \$	18 269 763 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		13 168 403 \$	12 430 038 \$	11 972 781 \$
Entreprises, banques et autres		2 404 467	2 903 774	2 232 459
		15 572 870	15 333 812	14 205 240
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		905 329	819 236	1 246 688
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		1 151 848	1 136 096	708 767
Acceptations		110 421	110 342	105 033
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		134 029	147 469	67 495
Autres passifs		717 289	778 162	753 959
		3 018 916	2 991 305	2 881 942
Débetures subordonnées		150 000	150 000	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	4	257 496	257 462	256 966
Surplus d'apport		185	173	127
Bénéfices non répartis		610 690	596 974	545 810
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8	27 070	18 826	19 678
		1 105 441	1 083 435	1 032 581
		19 847 227 \$	19 558 552 \$	18 269 763 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)

NOTES

	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Revenu d'intérêt			
Prêts	190 648 \$	206 157 \$	220 718 \$
Valeurs mobilières	18 465	16 475	13 406
Dépôts auprès d'autres banques	3 014	5 173	7 420
Autres, incluant instruments financiers dérivés	22 275	12 651	-
	234 402	240 456	241 544
Frais d'intérêt			
Dépôts	129 074	128 170	126 720
Autres, incluant instruments financiers dérivés	4 678	7 047	13 340
Débitures subordonnées	1 947	1 946	1 948
	135 699	137 163	142 008
	98 703	103 293	99 536
Revenu net d'intérêt			
Autres revenus			
Frais et commissions sur prêts et dépôts	23 609	24 138	21 580
Revenus tirés des activités de courtage	8 691	5 377	7 392
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 575	(1 279)	7 136
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	2 836	3 329	3 442
Revenus d'assurance crédit	4 060	3 487	3 056
Revenus de régimes enregistrés autogérés	1 979	1 939	2 180
Revenus de titrisation	10 525	10 246	5 358
Autres	1 559	2 281	1 390
	57 834	49 518	51 534
	156 537	152 811	151 070
Revenu total			
Provision pour pertes sur prêts	12 000	10 500	9 500
Frais autres que d'intérêt			
Salaires et avantages sociaux	60 389	58 547	58 267
Frais d'occupation de locaux et technologie	27 985	30 871	29 230
Autres	22 358	23 622	21 057
	110 732	113 040	108 554
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	33 805	29 271	33 016
Impôts sur les bénéfices	8 758	6 361	13 904
Bénéfice découlant des activités poursuivies	25 047	22 910	19 112
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	4 423	-
Bénéfice net	25 047 \$	27 333 \$	19 112 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents	3 222	2 954	2 930
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	21 825 \$	24 379 \$	16 182 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
de base	23 848	23 846	23 824
dilué	23 872	23 889	23 862
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies			
de base	0,92 \$	0,84 \$	0,68 \$
dilué	0,91 \$	0,84 \$	0,68 \$
Résultat net par action ordinaire			
de base	0,92 \$	1,02 \$	0,68 \$
dilué	0,91 \$	1,02 \$	0,68 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE	
		31 JANVIER 2009	31 JANVIER 2008
Bénéfice net		25 047 \$	19 112 \$
Autres éléments du résultat étendu,			
net des impôts sur les bénéfices	8		
Variation des gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		(7 514)	(2 197)
Reclassement aux résultats des (gains) pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		717	(1 734)
Variation nette des gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		15 041	22 732
		8 244	18 801
Résultat étendu		33 291 \$	37 913 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE	
		31 JANVIER 2009	31 JANVIER 2008
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	4		
Solde au début de la période		257 462	256 445
Emissions au cours de la période en vertu du régime d'options d'achat d'actions	5	34	521
Solde à la fin de la période		257 496	256 966
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		173	105
Rémunération à base d'actions	5	12	22
Solde à la fin de la période		185	127
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		596 974	537 254
Bénéfice net		25 047	19 112
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(3 222)	(2 930)
Actions ordinaires		(8 109)	(7 626)
Solde à la fin de la période		610 690	545 810
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8		
Solde au début de la période		18 826	877
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		8 244	18 801
Solde à la fin de la période		27 070	19 678
Capitaux propres		1 105 441 \$	1 032 581 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
		31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net		25 047 \$	27 333 \$	19 112 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :				
Provision pour pertes sur prêts		12 000	10 500	9 500
Gains sur les activités de titrisation	3	(16 672)	(6 243)	(6 022)
Gain net découlant des activités abandonnées		-	(5 185)	-
Pertes nettes (gains nets) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction		2 685	6 711	(2 687)
Impôts futurs		7 319	2 687	11 981
Amortissements		8 045	8 043	7 673
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		16 327	60 355	(199 441)
Variation des intérêts courus à recevoir		9 376	(8 842)	2 331
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		(40 587)	(127 334)	(33 696)
Variation des intérêts courus à payer		(11 649)	18 993	1 380
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		(13 440)	76 488	(3 356)
Autres, net		(25 657)	4 712	4 046
		(27 206)	68 218	(189 179)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des dépôts		239 058	179 847	326 532
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		86 093	(114 603)	378 013
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		15 752	122 101	(220 220)
Émissions d'actions ordinaires		34	102	521
Dividendes, y compris les impôts afférents		(11 331)	(11 061)	(10 556)
		329 606	176 386	474 290
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction				
Acquisitions		(1 002 611)	(1 452 625)	(788 820)
Produit à la vente et à l'échéance		835 849	1 126 188	557 822
Variation des prêts		(387 043)	(518 261)	(458 303)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		86 052	181 677	97 926
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		312 116	226 556	401 049
Acquisitions d'immobilisations corporelles et logiciels		(4 770)	(15 279)	(6 069)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles et logiciels		4	-	84
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		(146 677)	197 794	(124 316)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'actifs		-	-	29 632
		(307 080)	(253 950)	(290 995)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		(4 680)	(9 346)	(5 884)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		54 410	63 756	65 245
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		49 730 \$	54 410 \$	59 361 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :				
Intérêts versés au cours de la période		127 066 \$	111 523 \$	146 209 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période		8 289 \$	19 \$	(3 991) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TOUS LES CHIFFRES DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES (NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne du Canada (la Banque) ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2008. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En novembre 2007, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a approuvé le nouveau chapitre 3064, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, qui remplace le chapitre 3062, Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels et le chapitre 3450, Frais de recherche et de développement. Le nouveau chapitre 3064 précise les critères de comptabilisation d'un actif incorporel développé à l'interne. De plus, le CPN-27, Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation, ne s'appliquera plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications, adoptées par la Banque en date du 1^{er} novembre 2008, n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié l'abrégé du CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, qui s'applique à la Banque de façon rétrospective en date du 1^{er} novembre 2008. Le document confirme que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cet abrégé n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

2. PRÊTS

Prêts et prêts douteux

AU 31 JANVIER 2009

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 330 495 \$	21 327 \$	7 564 \$	32 474 \$	40 038 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 137 137	23 308	1 826	3 901	5 727
Prêts hypothécaires commerciaux	973 519	6 199	1 902	5 444	7 346
Prêts commerciaux et autres	1 885 596	73 785	27 066	31 431	58 497
	14 326 747 \$	124 619 \$	38 358 \$	73 250 \$	111 608 \$

AU 31 OCTOBRE 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 302 046 \$	19 250 \$	6 634 \$	33 052 \$	39 686 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 182 871	16 579	1 405	4 211	5 616
Prêts hypothécaires commerciaux	932 688	6 275	1 883	4 760	6 643
Prêts commerciaux et autres	1 847 327	59 769	29 262	31 227	60 489
	14 264 932 \$	101 873 \$	39 184 \$	73 250 \$	112 434 \$

AU 31 JANVIER 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 034 829 \$	17 498 \$	6 014 \$	29 342 \$	35 356 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 004 342	14 061	945	2 983	3 928
Prêts hypothécaires commerciaux	794 199	4 294	1 777	3 926	5 703
Prêts commerciaux et autres	1 614 224	70 851	37 212	28 999	66 211
	13 447 594 \$	106 704 \$	45 948 \$	65 250 \$	111 198 \$

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

POUR LES TROIS MOIS
TERMINÉS LE 31 JANVIER
2009 **2008**

	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	6 634 \$	1 405 \$	1 883 \$	29 262 \$	39 184 \$	50 072 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	9 173	670	19	2 138	12 000	9 500
Radiations	(9 305)	(299)	-	(4 384)	(13 988)	(14 826)
Recouvrements	1 062	50	-	50	1 162	1 202
Solde en fin de période	7 564 \$	1 826 \$	1 902 \$	27 066 \$	38 358 \$	45 948 \$

Provisions générales pour pertes sur prêts

POUR LES TROIS MOIS
TERMINÉS LE 31 JANVIER
2009 **2008**

	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
Solde en début de période	33 052 \$	4 211 \$	4 760 \$	31 227 \$	73 250 \$	65 250 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	(578)	(310)	684	204	-	-
Solde en fin de période	32 474 \$	3 901 \$	5 444 \$	31 431 \$	73 250 \$	65 250 \$

2. PRÊTS (SUITE)

Prêts en souffrance mais non douteux

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels en souffrance du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

	AU 31 JANVIER 2009			AU 31 OCTOBRE 2008		
	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	30 007 \$	3 747 \$	33 754 \$	26 298 \$	3 665 \$	29 963 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	30 579	14 815	45 394	27 861	16 368	44 229
	60 586 \$	18 562 \$	79 148 \$	54 159 \$	20 033 \$	74 192 \$

3. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque :

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	312 116 \$	226 556 \$	401 049 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	28 307	11 772	13 109
Passif de gestion	(2 798)	(1 821)	(3 366)
Autres	(5 058)	(3 233)	(3 246)
	332 567	233 274	407 546
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	(312 402)	(225 475)	(399 437)
Radiation des frais d'origination	(3 493)	(1 556)	(2 087)
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	16 672 \$	6 243 \$	6 022 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

Taux de remboursement anticipé	22,1 %
Taux d'actualisation	1,9 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Le tableau suivant fournit le détail des revenus de titrisation :

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Gains sur cessions	16 672 \$	6 243 \$	6 022 \$
Variations de la juste valeur des swaps de titrisation, nettes de l'effet des couvertures économiques	(5 789)	1 275	(483)
Revenus de gestion	1 835	1 567	1 413
Réévaluation des droits conservés relatifs aux intérêts excédentaires et autres provisions	(1 520)	2 158	683
Autres	(673)	(997)	(2 277)
	10 525 \$	10 246 \$	5 358 \$

Au 31 janvier 2009, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 88 486 000 \$ (desquels 82 421 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 15 330 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 588 796 000 \$ au 31 janvier 2009 (2 398 564 000 \$ au 31 octobre 2008).

4. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 1 613 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 34 000 \$.

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JANVIER 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 849 313	257 496 \$	23 847 700	257 462 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

L'objectif de la Banque est de maintenir un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement acceptable, en respectant son profil de risque. Le niveau de capital doit être suffisant pour que la Banque puisse démontrer sa solvabilité et sa capacité à faire face à ses risques opérationnels, en plus d'offrir le niveau requis de sécurité pour ses déposants et ses créanciers. Le capital doit également rencontrer des exigences réglementaires minimales, telles que définies par le Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), des règles internes de suffisance de capital et s'aligner avec les cotes de crédit visées.

Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7% et un ratio de capital total d'au moins 10%. La Banque évalue son capital réglementaire en se basant sur la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel, telles qu'élaborées par la Banque des règlements internationaux (Bâle II). La Banque s'est conformée à ces exigences tout au long du 1^{er} trimestre de 2009.

Capital réglementaire

	AU 31 JANVIER 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 31 JANVIER 2008
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 496 \$	257 462 \$	256 966 \$
Surplus d'apport	185	173	127
Bénéfices non répartis	610 690	596 974	545 810
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(102 028)	(99 239)	(89 495)
Total – fonds propres de catégorie 1	976 343	965 370	923 408
Fonds propres de catégorie 2			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	73 250	73 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(30 035)	(31 738)	(23 670)
Total – fonds propres de catégorie 2	193 215	191 512	191 580
Total – fonds propres	1 169 558 \$	1 156 882 \$	1 114 988 \$

5. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JANVIER 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	125 725	127 338
Pouvant être levées à la fin de la période	100 725	89 838

Programme d'unités d'actions restreintes

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, en vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 528 000 \$ a été convertie en 42 537 unités d'actions restreintes entièrement acquises. La Banque a également contribué pour 25 522 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2011.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 42 724 unités d'actions de performance d'une valeur de 35,93 \$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Régime de droits à la plus-value des actions

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, il n'y a pas eu de nouvel octroi.

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charge liée à l'ensemble des programmes de rémunération à base d'actions, net de l'effet des transactions de couverture.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions	(5 915) \$	(2) \$	(4 113) \$
Effet de la couverture	8 029	784	5 639
Total	2 114 \$	782 \$	1 526 \$

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	1 471 \$	2 559 \$	2 640 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	993	975	816
Charge liée aux autres régimes	832	827	830
Total	3 296 \$	4 361 \$	4 286 \$

7. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 848 489	23 846 113	23 824 005
Options d'achat d'actions dilutives	23 426	42 486	37 992
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 871 915	23 888 599	23 861 997
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ⁽¹⁾	-	-	-

(1) Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009			31 JANVIER 2008		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains et (pertes) latents provenant de la période	(10 918) \$	3 404 \$	(7 514) \$	(3 205) \$	1 008 \$	(2 197) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	1 041	(324)	717	(2 013)	279	(1 734)
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	(9 877)	3 080	(6 797)	(5 218)	1 287	(3 931)
Gains et (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	22 386	(7 345)	15 041	33 590	(10 858)	22 732
Autres éléments du résultat étendu	12 509 \$	(4 265) \$	8 244 \$	28 372 \$	(9 571) \$	18 801 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009	15 041	(6 797)	8 244
Solde au 31 janvier 2009	50 458 \$	(23 388) \$	27 070 \$

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2007	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Solde au 31 janvier 2008	12 477	7 201	19 678
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2008	5 278	(931)	4 347
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008	(641)	(10 789)	(11 430)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008	18 303	(12 072)	6 231
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$

9. GESTION DES RISQUES

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activités. Une structure de régie d'entreprise est aussi établie afin de s'assurer que la tolérance globale au risque est en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

Au 31 janvier 2009, l'effet d'une hausse soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêts sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur les revenus nets d'intérêt avant impôts auraient été les suivants :

	AU 31 JANVIER 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêt avant impôts des 12 prochains mois	11 063 \$	8 901 \$
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(20 707) \$	(27 060) \$

Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers, incluant des produits dérivés, peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

La note 2 de ces états financiers consolidés intermédiaires fournit des informations détaillées sur les portefeuilles de prêts de la Banque.

Le risque de crédit de la Banque lié aux instruments financiers dérivés est essentiellement concentré vers des institutions financières, principalement constituées de banques canadiennes.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 31 janvier 2009, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit correspond essentiellement à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit détaillés ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Actifs financiers, tel que présentés au bilan consolidé	19 537 \$	19 255 \$
Engagement de crédit et autres éléments hors-bilan. ⁽¹⁾	4 129	4 153
Total	23 666 \$	23 408 \$

(1) incluant 2 119 000 000 \$ au 31 janvier 2009 (2 083 000 000 \$ au 31 octobre 2008) liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Le comité de gestion des liquidités porte une attention particulière aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement.

Échéances contractuelles des passifs financiers

Le tableau suivant présente les principales obligations liées à des passifs financiers selon leurs échéances contractuelles.

	AU 31 JANVIER 2009				
	À VUE ET	À TERME			TOTAL
	SUR PRÉAVIS	MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	
Dépôts	3 209 642 \$	5 716 385 \$	6 638 789 \$	8 054 \$	15 572 870 \$
Engagements afférents à des valeurs vendues à découverts	-	905 329	-	-	905 329
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de convention de rachat	-	1 151 848	-	-	1 151 848
Débiteures subordonnées	-	-	150 000	-	150 000
	3 209 642 \$	7 773 562 \$	6 788 789 \$	8 054 \$	17 780 047 \$

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 31 janvier 2009, la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JANVIER 2009			AU 31 OCTOBRE 2008		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	14 215 \$	14 370 \$	155 \$	14 153 \$	14 272 \$	119 \$
Passif						
Dépôts	15 573	15 680	(107)	15 334	15 418	(84)
Débitures subordonnées	150 \$	153 \$	(3) \$	150 \$	155 \$	(5) \$

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Débitures subordonnées

La juste valeur des débitures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Sous réserve que les désignations rencontrent certaines conditions spécifiques, la direction peut faire le choix de désigner des instruments comme étant détenus à des fins de transaction dont les variations de juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Certaines valeurs mobilières et certains dépôts de particuliers ont été désignés comme étant détenus à des fins de transactions afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Ces instruments financiers sont utilisés dans le cadre des stratégies de gestion des actifs et des passifs de la Banque et servent de couvertures économiques pour d'autres instruments financiers qui sont mesurés à la juste valeur. Par conséquent, cette perte a été essentiellement contrebalancée par des gains sur d'autres instruments financiers. Le tableau suivant présente l'effet des variations de valeurs de ces instruments.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Inclus dans les revenus de titrisation	21 246 \$	18 262 \$	14 354 \$
Inclus dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers	(45)	110	657
Total	21 201 \$	18 372 \$	15 011 \$

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 24 000 000 \$ (84 315 000 \$ au 31 janvier 2008) comme étant détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 24 299 000 \$ (84 449 000 \$ au 31 janvier 2008) est de 299 000 \$ ((134 000) \$ au 31 janvier 2008).

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JANVIER 2009	31 OCTOBRE 2008	31 JANVIER 2008
Inefficacité favorable (défavorable) de couverture de flux de trésorerie	35 \$	(6) \$	256 \$
Inefficacité favorable (défavorable) de couverture de juste valeur	(770)	(538)	100
	(735) \$	(544) \$	356 \$

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu et dans les capitaux propres.

	AU 31 JANVIER 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats de taux d'intérêt désignés comme instruments de couverture				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	2 972 000 \$	83 205 \$	2 557 000 \$	46 118 \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	2 894 750	105 180	3 021 750	68 148
	5 866 750 \$	188 385 \$	5 578 750 \$	114 266 \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Des pertes nettes reportées s'élevant à 122 000 \$, incluses dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2009, seront reclassées à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 31 janvier 2009.

11. INFORMATION SECTORIELLE

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE					
	31 JANVIER 2009					
	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	76 254 \$	14 279 \$	21 115 \$	750 \$	(13 695) \$	98 703 \$
Autres revenus	28 545	4 865	2 386	8 823	13 215	57 834
Revenu total	104 799	19 144	23 501	9 573	(480)	156 537
Provision pour pertes sur prêts	9 535	1 654	811	-	-	12 000
Frais autres que d'intérêt	82 233	5 932	10 776	8 191	3 600	110 732
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	13 031	11 558	11 914	1 382	(4 080)	33 805
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 851	3 617	3 788	391	(1 889)	8 758
Bénéfice net	10 180 \$	7 941 \$	8 126 \$	991 \$	(2 191) \$	25 047 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 740 803 \$	2 205 826 \$	4 164 755 \$	1 279 855 \$	1 218 262 \$	19 609 501 \$

11. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 OCTOBRE 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	76 629 \$	13 620 \$	21 004 \$	822 \$	(8 782) \$	103 293 \$
Autres revenus ⁽²⁾	29 717	4 748	2 410	5 543	7 100	49 518
Revenu total	106 346	18 368	23 414	6 365	(1 682)	152 811
Provision pour pertes sur prêts	7 857	1 877	766	-	-	10 500
Frais autres que d'intérêt ⁽³⁾	82 509	6 506	12 058	6 397	5 570	113 040
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	15 980	9 985	10 590	(32)	(7 252)	29 271
Impôts sur les bénéfices (récupération)	4 189	3 294	3 566	211	(4 899)	6 361
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	11 791	6 691	7 024	(243)	(2 353)	22 910
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	4 423	-	-	-	-	4 423
Bénéfice net	16 214 \$	6 691 \$	7 024 \$	(243) \$	(2 353) \$	27 333 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 574 835 \$	2 149 120 \$	4 076 782 \$	1 476 557 \$	795 252 \$	19 072 546 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 JANVIER 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 984 \$	13 633 \$	22 004 \$	734 \$	(9 819) \$	99 536 \$
Autres revenus ⁽⁴⁾	27 379	3 513	2 661	7 550	10 431	51 534
Revenu total	100 363	17 146	24 665	8 284	612	151 070
Provision pour pertes sur prêts	7 838	1 497	165	-	-	9 500
Frais autres que d'intérêt	80 391	5 538	10 344	7 618	4 663	108 554
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	12 134	10 111	14 156	666	(4 051)	33 016
Impôts sur les bénéfices ⁽⁵⁾	3 056	3 335	4 772	198	2 543	13 904
Bénéfice net	9 078 \$	6 776 \$	9 384 \$	468 \$	(6 594) \$	19 112 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 786 171 \$	2 094 553 \$	3 679 876 \$	1 423 406 \$	497 596 \$	17 481 602 \$

P et PME-Québec - Le secteur Particuliers et PME-Québec couvre toute la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tout le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(2) Les autres revenus du secteur Autres incluent une perte de 8,1 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la réduction de valeur de titres à revenu fixe émis par des institutions financières américaines et d'autres pays.

(3) Les frais autres que d'intérêt du secteur Autres incluent une charge de 2,2 millions \$ (1,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) résultant de la radiation de coûts de développement technologique.

(4) Les autres revenus du secteur Autres incluent une perte de 0,4 millions \$ (0,3 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente d'un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30,1 millions \$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

(5) La charge d'impôt du secteur Autres inclut un ajustement de 5,6 millions \$ reflétant la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral.